

**DÉLIBÉRATION  
DE LA COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE  
DU CONSEIL ACADÉMIQUE D'AVIGNON UNIVERSITÉ  
N°CFVU-2025-062**

**SÉANCE DU 19 JUIN 2025**

**POINT 5.11.3  
APPROBATION DES RÈGLEMENTS SPÉCIFIQUES DE  
L'INSTITUT CULTURE, PATRIMOINE, SOCIÉTÉS NUMÉRIQUES (CPSN)  
AU TITRE DE L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2025-2026**

La Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU), en sa séance du 19 juin 2025, sous la présidence de monsieur Bassam Jabaian, Vice-président en charge de la formation et de la vie universitaire d'Avignon Université,

Vu le code de l'éducation et notamment son article L.712-6-1-I,

Vu les statuts d'Avignon université,

Vu le règlement général des études en licence, master et licence professionnelle d'Avignon université,

Vu les votes favorables en conseil d'institut CPSN en sa séance du 13 mai 2025 des règlements spécifiques des formations suivantes :

-capacité en droit,

-licence mention « Lettres » parcours-type « Parcours préparatoire au professorat des écoles » (PPPE),

-master mention « Droit » parcours-types « Droit notarial » et « Métiers du droit »,

-master mention « Droit du numérique »,

-master mention « Français langue étrangère » (FLE) parcours-type « Didactique du FLE/FLS et éducation interculturelle »,

-master mention « Politiques publiques » parcours-type « Politiques sociales + CAFERIUS » 1<sup>ère</sup> année,

-master mention « Politiques publiques » parcours-type « Politiques sociales » 2<sup>ème</sup> année,

-master mention « Politiques publiques » parcours-type « Gouvernance de l'action sociale » (GAS) 2<sup>ème</sup> année,

Vu les votes favorables en conseil d'institut CPSN en sa séance du 10 juin 2025 des règlements spécifiques des formations suivantes :

-master mention « Culture et communication » parcours-type « Arts et techniques des publics » et « Médiations, musées et patrimoines »,

Après en avoir délibéré,

Approuve les règlements spécifiques de l'institut Culture, patrimoine, sociétés numériques (CPSN) au titre de l'année universitaire 2025-2026, tels qu'annexés à la présente délibération.

**Vote de la CFVU : favorable à l'unanimité.**

**Membres composant la commission : 32**

**Membres présents (12) ou suppléés (3) : 15**

**Membres absents et non suppléés : 17**

Avignon, le 20 juin 2025

Le Président d'Avignon Université

Georges LINARES le 01/07/2025 11:05:35 +02:00

Direction des études et de  
la sclolarité

Affaire suivie par  
Bassam JABAIAN

Téléphone  
+33 (0)4 90 16 25 04

Courriel  
gestion-cfvu@univ-avignon.fr

84 029 Avignon cedex 1

Tél. +33 (0)4 90 16 25 09  
gestion-cfvu@univ-avignon.fr

Transmise au Recteur, Chancelier des universités,  
le 4 juillet 2025



## **RÈGLEMENT SPÉCIFIQUE DES ÉTUDES ET D'EXAMEN 2025-2026 DU CERTIFICAT DE CAPACITÉ EN DROIT**

Vu l'arrêté du 25 septembre 2021 relatif au certificat de capacité en droit ;  
Vu l'arrêté du 30 juillet 2018 relatif au diplôme national de licence.

**Art. 1.** – Le certificat de capacité en droit est un diplôme national de niveau IV délivré à l'issue d'une formation permettant aux étudiants d'acquérir des connaissances et compétences dans les principales matières juridiques. Il donne également la possibilité de poursuivre des études notamment en licence de droit en vue de l'exercice de professions juridiques.

Sauf dérogation accordée par le chef d'établissement, les candidats doivent être âgés au moins de dix-sept ans au 31 décembre de l'année de leur première inscription.

**Art. 2.** – Au sein de l'Institut Culture Patrimoine Société Numériques, les études en vue du certificat de capacité en droit sont proposées en formation initiale, sous statut d'étudiant ou en formation continue.

L'admission des candidats à s'inscrire en 1<sup>ère</sup> année, ou bien pour les candidats extérieurs, à poursuivre leur cursus en capacité à l'Université d'Avignon, est tributaire de la capacité d'accueil déterminée chaque année par la CFVU, sur proposition de l'Institut Culture Patrimoine Société Numériques.

Ces études se déroulent sur deux ans et sont organisées en semestres comprenant chacun plusieurs unités d'enseignement correspondant à des blocs de compétences, chacune d'elles comprenant un ou plusieurs éléments constitutifs d'unité d'enseignement (ECUE).

**Art. 3.** – Les enseignements se composent de cours magistraux, et/ou de travaux dirigés présentant un caractère académique et professionnel.

Chacune des unités d'enseignement (UE) comprend un ou plusieurs ECUE.

Les activités de formations correspondent pour l'étudiant à 300 heures d'enseignements, tels que définis à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus.

**Art. 5.** – En outre, et sur la base du volontariat :

Les enseignements sont susceptibles d'être complétés par un stage professionnel facultatif d'une durée minimale d'un mois, et d'un maximum de 6 mois. Le déroulé, l'évaluation et la valorisation de tels stages facultatifs, de même que les périodes aux cours desquelles ils sont susceptibles d'être effectués, sont régis par les articles 8 et 11 ci-dessous.

**Art. 6.** – Les examens en vue de l'obtention du certificat de capacité en droit sont au nombre de 3, correspondant à chacun des semestres et comportent chacun, des épreuves écrites et des épreuves orales.

Une session de rattrapage est également organisée pour chacun des semestres.

Les jours heures et lieux des examens sont fixés par le responsable pédagogique du certificat de capacité en droit d'Avignon Université, et portés à la connaissance des étudiants par voie d'affichage.

Le redoublement est autorisé sous réserve des dispositions de l'article 10 du présent règlement des examens.

**Art. 7.** – À la fin de chaque semestre, sont organisées des épreuves pour chacun des ECUE relevant des semestres concernés.

Chacun des ECUE, des différentes UE, fait systématiquement l'objet d'épreuves écrites et d'épreuves orales.

Cependant, par exception à l'alinéa qui précède, les épreuves de rattrapage de la deuxième session pour chacune des UE font exclusivement l'objet d'un grand oral devant un jury composé de l'intervenant responsable de l'ECUE concerné ainsi que du responsable pédagogique de la capacité en droit.

**Art. 8.** – Le calendrier des différentes épreuves de chacune des sessions d'examens se déroule en règle générale comme suit, sous réserve de la survenance de circonstances particulières soumises à l'appréciation du responsable de la capacité.

Les épreuves orales se déroulent ainsi et d'une façon générale 15 jours après les épreuves écrites.

Les épreuves de la première session des semestres I et III se déroulent au mois de février de l'année en cours.

Les épreuves de la première session du semestre II se déroulent au mois de juin ou de juillet de l'année. La totalité des épreuves orales de rattrapage de la deuxième session pour chacune des UE se déroulent à partir du 1<sup>er</sup> septembre de l'année.

Le stage facultatif d'une durée d'un mois minimum s'effectue après le semestre III, entre le 1<sup>er</sup> mars et le 31 août de l'année en cours.

À titre exceptionnel, un premier stage est également susceptible d'être effectué entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 août après le semestre II, et postérieurement à la 1<sup>ère</sup> session d'examens du semestre.

**Art. 9.** – Le certificat de capacité en droit est conféré après validation des UE de 1<sup>ère</sup> année telle que définie à l'article 10, ainsi que celles des UE de deuxième année, à savoir celles du semestre III.

Au sein d'un seul et même ECUE, les épreuves écrites et les épreuves orales se compensent entre elles.

Au sein d'une seule et même UE, les ECUE se compensent entre elles.

Au sein d'un seul et même semestre, les UE se compensent entre elles dans le cadre des coefficients dont elles sont affectées.

**Art. 10.** – Les semestres de première année se compensent entre eux et nul ne peut suivre les enseignements du semestre III de la deuxième année s'il n'a pas validé les semestres de première année. En cas d'absence de validation d'un semestre, ne sont considérées comme acquises que les seules UE pour lesquelles une moyenne d'au moins 10/20 aura été obtenue.

**Art. 11.** – Les stages facultatifs d'une durée minimum d'un mois, font l'objet d'une attestation de suivi par le maître de stage, ainsi que d'une appréciation par celui-ci.

L'attestation doit préciser la durée ainsi que la nature des tâches confiées au stagiaire.

Les stages ainsi effectués figurent à titre de Mention complémentaire dans la délivrance du Diplôme.

**Art. 12.** – Les étudiants ayant validé leur cursus de première année de capacité dans une autre université ne peuvent s'inscrire en deuxième année que sur autorisation du responsable pédagogique de la capacité en droit d'Avignon Université, après examen de leur cursus antérieur.

**Art. 13.** – Après quatre échecs à un même examen, le candidat ne peut plus être admis à se présenter à cet examen.

Le quatrième échec ne peut être prononcé qu'en vertu d'une délibération spéciale du jury après examen du dossier de l'étudiant. Il en est fait mention au procès-verbal de cet examen.

**Art. 14.** – Dans la moyenne générale de fin de deuxième année, une bonification d'un maximum de 1 point résultant d'une activité sportive contrôlée et sanctionnée par le service des sports sera prise en compte.

**Art. 15.** – En fin de cursus, au moment de la délivrance du certificat de capacité en droit, des mentions, calculées sur l'ensemble des UE des différents semestres, sont conférées aux étudiants, en fonction de leurs résultats.

La mention passable est conférée quand le candidat a obtenu une moyenne au moins égale à 10 et inférieure à 13.

La mention assez bien est conférée quand le candidat a obtenu une moyenne au moins égale à 13 et inférieure à 15.

La mention bien est conférée quand le candidat a obtenu une moyenne au moins égale à 15 et inférieure à 17.

La mention très bien est conférée quand le candidat a obtenu une moyenne au moins égale à 17.

**Art. 16.** – Peuvent s'inscrire en première année de licence mention droit, les titulaires du certificat de capacité en droit ayant obtenu une note moyenne au moins égale à 10 sur 20, calculée sur l'ensemble des UE de première et de deuxième année.

Par dérogation au régime des études fixé par l'arrêté du 30 juillet 2018, peuvent s'inscrire en deuxième année de licence mention Droit, les titulaires du certificat de capacité en droit ayant obtenu une moyenne au moins égale à 15 sur 20, calculée sur l'ensemble des UE de première et de deuxième année.

**Dispositions particulières applicables en  
Master FLE**

**Parcours Didactique du FLE/FLS et  
éducation interculturelle (2<sup>ème</sup> année)**

**2025-2026**

**Vu :**

- Le code de l'Éducation et notamment ses articles L. 612-1 et suivants, L. 613-1, L. 712-2, L. 712-6-1, et R. 811-10 et suivants,
- Le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master,
- L'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master,
- La circulaire MEN-DES A7 n° 2000-033 du 1<sup>er</sup> mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur,
- La circulaire MEN-DGESCO/ESR-DGESIP n° 2011-072 du 3 mai 2011 relative aux conditions d'accès et de sortie des salles de composition et dispositions relatives aux fraudes,
- Les dispositions réglementaires relatives à tous les cycles et cursus des enseignements dispensés à l'université,
- Le règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université,

**Adopte pour l'année universitaire 2025-2026, les dispositions particulières suivantes encadrant l'organisation et la validation des études en Master FLE, parcours Didactique du FLE/FLS et éducation interculturelle (2<sup>ème</sup> année):**

**Préambule :**

*Le présent document a pour objet de préciser, dans le respect de la législation, les règles d'organisation et de validation des études en Master FLE, parcours Didactique du FLE/FLS et éducation interculturelle, qui dérogent aux pratiques communes applicables aux différentes composantes d'Avignon Université.*

*Ces dispositions particulières feront l'objet de la même diffusion que le règlement général des études susmentionné.*

*L'ensemble des acteurs concernés – enseignants, membres du jury du Master FLE, étudiants et personnels administratifs – s'engagent à le respecter.*

**1. Validation du master FLE 2<sup>ème</sup> année, parcours Didactique du FLE/FLS et éducation interculturelle, parcours pédagogique « classique »**

Sans préjudice des dispositions énoncées au point 11.4.4 du Règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université, l'étudiant ne peut pas valider la deuxième année de Master s'il n'a pas soutenu son mémoire et déposé ses rapports de stage dans les délais fixés par le responsable de parcours.

**2. Validation du master FLE 2<sup>ème</sup> année, parcours Didactique du FLE/FLS et éducation interculturelle, parcours pédagogique international (en coopération avec l'Université de Milan)**

Sans préjudice des dispositions énoncées au point 11.4.4 du Règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université, l'étudiant ne peut pas valider la deuxième année de Master s'il n'a pas soutenu son mémoire et déposé son rapport de stage dans les délais fixés par le responsable de parcours.

## **Dispositions particulières applicables en Master Droit**

### **Parcours Métiers du droit (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années) et Droit notarial (1<sup>ère</sup> année)**

**2025-2026**

#### **Vu :**

- Le code de l'Éducation et notamment ses articles L. 612-1 et suivants, L. 613-1, L. 712-2, L. 712-6-1, et R. 811-10 et suivants,
- Le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master,
- L'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master,
- La circulaire MEN-DES A7 n° 2000-033 du 1<sup>er</sup> mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur,
- La circulaire MEN-DGESCO/ESR-DGESIP n° 2011-072 du 3 mai 2011 relative aux conditions d'accès et de sortie des salles de composition et dispositions relatives aux fraudes,
- Les dispositions réglementaires relatives à tous les cycles et cursus des enseignements dispensés à l'université,
- Le règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université,

**Adopte pour l'année universitaire 2025-2026, les dispositions particulières suivantes encadrant l'organisation et la validation des études en Master Droit, parcours Métiers du droit (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années) et Droit notarial (1<sup>ère</sup> année) :**

#### **Préambule :**

*Le présent document a pour objet de préciser, dans le respect de la législation, les règles d'organisation et de validation des études en Master Droit, parcours Métiers du droit et Droit notarial, qui dérogent aux pratiques communes applicables aux différentes composantes d'Avignon Université.*

*Ces dispositions particulières feront l'objet de la même diffusion que le règlement général des études susmentionné.*

*L'ensemble des acteurs concernés – enseignants, membres du jury du Master Droit, étudiants et personnels administratifs – s'engagent à le respecter.*

#### **1. Validation du master Droit 2<sup>ème</sup> année, parcours Métiers du droit**

Sans préjudice des dispositions énoncées au point 11.4.4 du Règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université, l'étudiant ne peut pas valider la deuxième année de Master s'il n'a pas déposé son mémoire et son rapport de stage ou rapport d'apprentissage dans les délais fixés par le responsable de parcours.

#### **2. Cas particulier des stages non intégrés au diplôme de master Droit 1<sup>ère</sup> année**

Le stage réalisé hors maquette par les étudiants inscrits en première année de Master Droit ne donne pas lieu à réalisation d'un rapport de stage.

**Dispositions particulières applicables en  
Master *Droit du numérique*, parcours *Droit  
des données numériques* (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
2025-2026**

**Vu :**

- Le code de l'Éducation et notamment ses articles L. 612-1 et suivants, L. 613-1, L. 712-2, L. 712-6-1, et R. 811-10 et suivants,
- Le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master,
- L'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master,
- La circulaire MEN-DES A7 n° 2000-033 du 1<sup>er</sup> mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur,
- La circulaire MEN-DGESCO/ESR-DGESIP n° 2011-072 du 3 mai 2011 relative aux conditions d'accès et de sortie des salles de composition et dispositions relatives aux fraudes,
- Les dispositions réglementaires relatives à tous les cycles et cursus des enseignements dispensés à l'université,
- Le règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université,

**Adopte pour l'année universitaire 2025-2026, les dispositions particulières suivantes encadrant l'organisation et la validation des études en Master Droit du numérique, parcours Droit des données numériques (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années) :**

**Préambule :**

*Le présent document a pour objet de préciser, dans le respect de la législation, les règles d'organisation et de validation des études en Master Droit du numérique qui dérogent aux pratiques communes aux différentes composantes d'Avignon Université.*

*Ces dispositions particulières feront l'objet de la même diffusion que le règlement général des études susmentionné.*

*L'ensemble des acteurs concernés – enseignants, membres du jury du Master Droit du numérique, étudiants et personnels administratifs – s'engagent à le respecter.*

**1. Validation du master Droit du numérique, parcours Droit des données numériques, 2<sup>e</sup> année**

Sans préjudice des dispositions énoncées au point 11.4.4 du Règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université, l'étudiant ne peut pas valider la deuxième année de Master s'il n'a pas déposé son mémoire ou son rapport de stage dans les délais fixés par le responsable de parcours.

**2. Cas particulier des stages non intégrés au diplôme de master Droit du numérique 1<sup>re</sup> année**

Le stage réalisé hors maquette par les étudiants inscrits en première année de Master Droit du numérique ne donne pas lieu à réalisation d'un rapport de stage.

<p align="center"><b>REGLEMENT SPECIFIQUE DES ETUDES EN MASTER MENTION « POLITIQUES PUBLIQUES », PARCOURS « M1 POLITIQUES SOCIALES + CAFERUIS » 2025-2026</b></p>
---

**Dispositions spécifiques au M1 POLITIQUES SOCIALES + CAFERUIS**

Le CAFERUIS est une certification délivrée par la DREETS sous agrément région. La formation mise en œuvre totalise 920 heures pour l'ensemble du cursus de formation :

- 400 heures de formation théorique en présentiel (405 heures pour les stagiaires en alternance – *contrat de professionnalisation et apprentissage* – qui bénéficient d'un suivi de professionnalisation de 8h00) dont 55 h de formation théorique en F.O.A.D (formation à distance)
- 420 heures de stages pratiques en Etablissement social et médicosocial

Elle est organisée autour de 4 Blocs de compétences et d'un Bloc transversal (Communication). L'unité d'enseignement pluridisciplinaire (UE 5) est intégrée dans le volume théorique total.

**Les notations et validations**

- **Les épreuves des Blocs de compétence 1 ; 2 ; 3** du CAFERUIS sont organisées à ce jour par l'institut de formation.  
Chacune des notes obtenues sur les Blocs de compétences 1, 2 et 3 sont reconnues et valident les UE 2, 3 et 4 du M1 Politiques sociales + CAFERUIS.
- **Le Bloc 4** donne lieu à une même production écrite : un mémoire professionnel de 40 à 50 pages conformément aux attendus du CAFERUIS.  
Cependant, cet écrit donne lieu à **une double soutenance** :
  - La première, **universitaire**, en septembre, face à un jury constitué d'un professionnel (guidant ou directeur de mémoire en fonction des années et choix pédagogiques) et un enseignant-chercheur d'AU, afin de répondre aux exigences de validation universitaire
  - La deuxième, sous la responsabilité de **la DREETS**, organisée entre le mois d'octobre et de novembre de chaque année. Conformément à la réglementation en vigueur, le jury certificateur collégial assure la notation de l'épreuve.
- **L'UE 5 Pluridisciplinaire** : Cette UE propose des contenus en lien direct avec les attendus programmatique du CAFERUIS. Chaque enseignement d'un volume de 14 à 30 h donne lieu à une épreuve notée de nature variée (devoir sur table ; production de groupe ; analyse d'un texte...), qui entre dans le calcul de la moyenne de l'année.

**Obtention du diplôme et de la certification**

- **L'obtention du CAFERUIS** est prononcée lorsque la **note minimale de 10/20 est obtenue par le candidat à chacune des épreuves, sans possibilité de compensation** des notes entre elles.
- **L'obtention du M1 Politiques sociales + CAFERUIS** est prononcée à ces 2 conditions :
  - La note minimale de 10/20 est obtenue, y compris par compensation, pour l'ensemble des épreuves du M1 Politiques sociales + CAFERUIS;
  - Le mémoire a fait l'objet d'un dépôt et d'une soutenance universitaire.



**REGLEMENT SPECIFIQUE DES ETUDES EN MASTER MENTION « POLITIQUES PUBLIQUES »,  
PARCOURS « POLITIQUES SOCIALES » 2025-2026**

**Dispositions spécifiques au M2 POLITIQUES SOCIALES**

**Obtention de l'année M2 et du diplôme – cas spécifique des étudiants arrivant directement en M2**

- Pour les étudiants n'ayant pas réalisé le M1 dans le cadre du parcours « Politiques sociales », le M2 – et donc le diplôme – ne peut être obtenu par compensation entre les deux semestres. Le diplôme ne peut être délivré que lorsque les deux semestres de M2 sont validés.

**REGLEMENT SPECIFIQUE DES ETUDES EN MASTER MENTION « POLITIQUES PUBLIQUES »,  
PARCOURS « GOUVERNANCE DE L'ACTION SOCIALE » 2025-2026**

**Dispositions spécifiques au M2 GOUVERNANCE DE L'ACTION SOCIALE**

**Obtention de l'année M2 et du diplôme – cas spécifique des étudiants arrivant directement en M2**

- Pour les étudiants n'ayant pas réalisé le M1 dans le cadre du parcours « Politiques sociales », le M2 – et donc le diplôme – ne peut être obtenu par compensation entre les deux semestres. Le diplôme ne peut être délivré que lorsque les deux semestres de M2 sont validés.

# **Dispositions particulières applicables en Licence de Lettres, Parcours Préparatoire au Professorat des Écoles 2025-2026**

## **Préambule**

Le présent document a pour objet de préciser, dans le respect de la législation, les règles d'organisation et de validation des études en Licence de Lettres, Parcours Préparatoire au Professorat des Écoles (PPPE) qui dérogent aux pratiques communes dans les différentes composantes d'Avignon Université.

L'ensemble des acteurs concernés – enseignants, membres du jury de la Licence de Lettres, Parcours Préparatoires au Professorat des Écoles (PPPE) étudiants et personnels administratifs – s'engagent à le respecter.

Ces dispositions particulières feront l'objet de la même diffusion que le règlement général des études.

Le parcours PPPE est assuré en partenariat et en alternance avec le lycée Théodore Aubanel (Avignon).

## **1. Capacité d'accueil PPPE : 35 étudiants**

**2. Suivi de l'étudiant :** Tout étudiant bénéficie d'un suivi individualisé. À cette fin, il peut solliciter, à tout moment et tout au long de l'année en passant par son ENT, un rendez-vous individuel avec son Directeur d'Études et/ou les responsables administratifs et pédagogiques du PPPE. Il est également tenu de se présenter aux convocations de ces derniers.

## **3. Stages**

Le stage contribue à la professionnalisation de l'étudiant intégré au PPPE. Les stages prévus dans la maquette spécifique des PPPE sont repartis selon un calendrier fourni au début de chaque semestre. L'encadrement des stages est assuré par l'organisme d'accueil et validé par les membres de l'équipe pédagogique.

## **4. Validation de la L1 et de la L2 de la licence de Lettres (parcours PPPE)**

L'étudiant ne peut pas valider la première année de Licence Lettres-PPPE s'il n'a pas effectué les deux stages obligatoires (premier stage en S1 et second en S2) – la feuille de présence signée par le responsable de l'établissement d'accueil faisant foi. La même réglementation s'applique pour les deux stages de L2 et le stage de L3.

L'étudiant ne peut pas valider la première ni la deuxième année de Licence Lettres-PPPE s'il n'a pas déposé son rapport de stage dans les conditions et selon les délais fixés par le responsable du Parcours.

## **5. Modalités de redoublement en licence LETTRES-PPPE**

L'accès en L1 Lettres-PPPE est assuré par l'intermédiaire de la plateforme Parcoursup dans le respect des capacités d'accueil affichées. L'accès en L2 ou 3 Lettres-PPPE est de droit pour les étudiants inscrits en Lettres-PPPE au niveau inférieur, qui ont validé leur année.

Le Parcours Préparatoire au Professorat des Écoles (PPPE) n'autorise pas le redoublement en L1 PPPE - sauf indication contraire formulée par le jury en fin d'année universitaire. Un redoublement dans la Licence d'adossment sera toutefois possible (Lettres, hors parcours PPPE).

Le redoublement en L1-Lettres se conformera le cas échéant au dispositif AJAC.

À l'issue de cette année de redoublement, une commission mixte composée d'enseignants d'AU et d'enseignants du lycée Théodore Aubanel siègera et se prononcera sur les demandes de réintégration dans le parcours PPPE en L2. La demande sera examinée si les 60 crédits de la L1 ont été obtenus dans l'année de redoublement en L1 Lettres.

L'accès au niveau 2 et 3 du PPPE n'est pas possible pour les étudiants venant d'une autre licence. Cet accès peut être autorisé par une commission spécifique mixte composée d'enseignants d'AU et du lycée Théodore Aubanel pour des étudiants venus de PPPE d'autres universités.

## 6. Compensation

La compensation s'effectue au sein de chaque regroupement cohérent d'UE. Seules les UCE se référant à un même niveau d'une même compétence finale peuvent ensemble constituer un regroupement cohérent. Des UCE se référant à des niveaux de compétences finales différents ou à des compétences finales différentes ne peuvent pas appartenir à un même regroupement cohérent. Au sein de chaque regroupement cohérent, la compensation est intégrale. Si une UCE n'a pas été acquise en raison d'une moyenne inférieure à 10, cette UCE sera acquise par compensation si et seulement si l'étudiant a obtenu la moyenne au regroupement cohérent auquel l'UCE appartient.

Les enseignements assurés par le lycée Théodore Aubanel sont structurés à partir de deux regroupements cohérents d'UE : **UE1**. Le français, les mathématiques, la philosophie morale et politique, l'histoire-géographie, l'anglais, les sciences et technologies ; **UE2**. L'EPS, les arts (musique et arts plastiques). Ce dernier regroupement cohérent correspond aux UE d'ouverture des parcours non PPPE et doivent être obligatoirement suivis au lycée (lettre de cadrage du ministère). Sur la maquette, ces UE correspondent aux intitulés suivants :

L1 :

UE1 : Identifier les concepts clés des fondamentaux disciplinaires en vue de leur enseignement

UE2 : Explorer des pratiques artistiques et sportives pour développer des aptitudes à l'enseignement et l'éducation

L2 :

UE1 : Se repérer dans les notions fondamentales pour s'engager dans des pratiques pédagogiques éco-responsables

UE2 : Disposer de compétences artistiques et sportives renforcées pour l'exercice pédagogique inclusif

L3 :

UE1 : Exploiter les notions fondamentales pour concevoir et animer des projets pluridisciplinaires

UE2 : Associer des compétences artistiques et sportives pour créer un environnement bienveillant et créatif

**Il n'y a pas de compensation possible entre ces deux regroupements** (de même que les UE d'ouverture n'entrent pas dans le calcul de la compensation et de la moyenne finale dans les licences hors PPPE).

## **7. Jury**

Le jury composé d'enseignants d'AU et du Lycée Théodore Aubanel délibère souverainement à partir de l'ensemble des résultats obtenus par l'étudiant. Il se réunit chaque semestre pour se prononcer sur la progression des étudiants, la validation des unités d'enseignement, l'attribution du diplôme universitaire au terme de l'acquisition des 120 premiers crédits européens du cursus et l'attribution de la licence de Lettres parcours préparatoire au professorat des écoles.

**Dispositions particulières applicables en Master  
Culture & Communication, parcours Arts et  
Techniques des Publics (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
2025-2026**

**Vu :**

- Le code de l'Éducation et notamment ses articles L. 612-1 et suivants, L. 613-1, L. 712-2, L. 712-6-1, et R. 811-10 et suivants,
- Le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master,
- L'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master,
- La circulaire MEN-DES A7 n° 2000-033 du 1<sup>er</sup> mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur,
- La circulaire MEN-DGESCO/ESR-DGESIP n° 2011-072 du 3 mai 2011 relative aux conditions d'accès et de sortie des salles de composition et dispositions relatives aux fraudes,
- Les dispositions réglementaires relatives à tous les cycles et cursus des enseignements dispensés à l'université,
- Le règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université,

**Adopte pour l'année universitaire 2025-2026, les dispositions particulières suivantes encadrant l'organisation et la validation des études en Master Culture & Communication, parcours Arts et Techniques des Publics (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années) :**

**Préambule :**

Le présent document a pour objet de préciser, dans le respect de la législation, les règles d'organisation et de validation des études en Master Arts et Techniques des Publics qui dérogent aux pratiques communes aux différentes composantes d'Avignon Université.

Ces dispositions particulières feront l'objet de la même diffusion que le règlement général des études susmentionné.

L'ensemble des acteurs concernés – enseignants, membres du jury du Master Arts et Techniques des Publics, étudiants et personnels administratifs – s'engagent à le respecter.

**1. Validation du master Culture & Communication, parcours Arts et Techniques des Publics, 2<sup>e</sup> année**

Sans préjudice des dispositions énoncées au point 11.4.4 du Règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université, l'étudiant ne peut pas valider la deuxième année de Master s'il n'a pas déposé son mémoire ou son rapport de stage dans les délais fixés par le responsable de parcours.

**2. Possibilité de moduler les notes des étudiants en fonction de l'assiduité et des retards (master Arts et Techniques des Publics, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)**

Les enseignants intervenants dans le master (enseignants-chercheurs titulaires et non titulaires, vacataires et intervenants extérieurs) ont la possibilité, s'ils-elles le souhaitent, d'attribuer dans leur notation un certain nombre de points liés à l'assiduité et à la ponctualité en cours (pour des cours de TD et pour des cours indiqués « Séminaires »), ainsi qu'au comportement en cours : écoute active, participation, ou au contraire, bavardage intempestif (pour les cours de TD et de CM). Dans ce cas, l'assiduité doit être contrôlée en faisant passer et signer une feuille d'émargement. Il est interdit de signer à la place d'une autre personne.

### **3. Ponctualité au début du cours et départ à la fin du cours**

Si un étudiant arrive au-delà de 10 minutes après le début du cours, l'enseignant se réserve le droit et la possibilité de lui refuser l'accès au cours et de le compter absent pour ce cours. Il n'est pas autorisé de partir avant l'heure de fin d'un cours, sauf justificatif valable, présenté à l'enseignant au début du cours ou avant le cours.

### **4. Usage des téléphones et ordinateurs pendant les cours**

Dans certains cours et modules, à la demande de l'enseignant, l'usage des téléphones et ordinateurs peut être limité ou interdit. Il est interdit de prendre des photos pendant un cours – y compris des photos des diaporamas et supports de cours projetés par l'enseignant – sauf en cas d'autorisation spécifique de l'enseignant ou à sa demande (par exemple pour documenter un projet de travail, ou lors de la restitution de projets collectifs).

**Dispositions particulières applicables en Master  
Culture & Communication, parcours Médiations,  
musées et patrimoines (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années)  
2025-2026**

**Vu :**

- Le code de l'Éducation et notamment ses articles L. 612-1 et suivants, L. 613-1, L. 712-2, L. 712-6-1, et R. 811-10 et suivants,
- Le décret n° 2016-672 du 25 mai 2016 relatif au diplôme national de master,
- L'arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master,
- La circulaire MEN-DES A7 n° 2000-033 du 1<sup>er</sup> mars 2000 relative à l'organisation des examens dans les établissements publics de l'enseignement supérieur,
- La circulaire MEN-DGESCO/ESR-DGESIP n° 2011-072 du 3 mai 2011 relative aux conditions d'accès et de sortie des salles de composition et dispositions relatives aux fraudes,
- Les dispositions réglementaires relatives à tous les cycles et cursus des enseignements dispensés à l'université,
- Le règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université,

**Adopte pour l'année universitaire 2025-2026, les dispositions particulières suivantes encadrant l'organisation et la validation des études en Master Culture & Communication, parcours Médiations, musées et patrimoines (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> années) :**

**Préambule :**

Le présent document a pour objet de préciser, dans le respect de la législation, les règles d'organisation et de validation des études en Master Médiations, Musées et Patrimoines qui dérogent aux pratiques communes aux différentes composantes d'Avignon Université. Ces dispositions particulières feront l'objet de la même diffusion que le règlement général des études susmentionné.

L'ensemble des acteurs concernés – enseignants, membres du jury du Master Médiations, Musées et Patrimoines, étudiants et personnels administratifs – s'engagent à le respecter.

**1. Validation du master Culture & Communication, parcours Médiations, musées et patrimoines, 2<sup>e</sup> année**

Sans préjudice des dispositions énoncées au point 11.4.4 du Règlement général des études en Licence, Master et Licence professionnelle 2025-2026 d'Avignon Université, l'étudiant ne peut pas valider la deuxième année de Master s'il n'a pas déposé son mémoire ou son rapport de stage dans les délais fixés par le responsable de parcours.

**2. Possibilité de moduler les notes des étudiants en fonction de l'assiduité et des retards**

Les enseignants intervenants dans le master (enseignants-chercheurs titulaires et non titulaires, vacataires et intervenants extérieurs) ont la possibilité, s'ils-elles le souhaitent, d'attribuer dans leur notation un certain nombre de points liés à l'assiduité et à la ponctualité en cours (pour des cours de TD et pour des cours indiqués « Séminaires »), ainsi qu'au comportement en cours : écoute active, participation, ou au contraire, bavardage intempestif (pour les cours de TD et de CM). Dans ce cas, l'assiduité doit être contrôlée en faisant passer et signer une feuille d'émargement. Il est interdit de signer à la place d'une autre personne.

### **3. Ponctualité au début du cours et départ à la fin du cours**

Si un étudiant arrive au-delà de 10 minutes après le début du cours, l'enseignant se réserve le droit et la possibilité de lui refuser l'accès au cours et de le compter absent pour ce cours, sauf si l'étudiant présente un justificatif valable pour son retard. Il n'est pas autorisé de partir avant l'heure de fin d'un cours, sauf justificatif valable, présenté à l'enseignant au début du cours ou avant le cours.

### **4. Usage des téléphones et ordinateurs pendant les cours**

Dans certains cours et modules, à la demande de l'enseignant, l'usage des téléphones et ordinateurs peut être limité ou interdit. Il est interdit de prendre des photos pendant un cours – y compris des photos des diaporamas et supports de cours projetés par l'enseignant – sauf en cas d'autorisation spécifique de l'enseignant ou à sa demande (par exemple pour documenter un projet de travail, ou lors de la restitution de projets collectifs).